

Leçons apprises

L'engagement culturel pour le changement : une étude de cas du peuple Otuho

Michael Comerford,

Mai 2021

Vue d'ensemble

Cette étude de cas présente les enseignements tirés de l'engagement programmatique du Peacebuilding Opportunities Fund (POF) du Royaume-Uni auprès du peuple Otuho de l'État d'Équatoria oriental. Le programme a promu un processus d'engagement culturel visant à renforcer la paix et la sécurité des femmes à un moment où la société Otuho subit un cycle de 22 ans de changement générationnel lors du renouvellement des structures de leadership.

Cette étude de cas s'appuie sur l'expérience de POF dans le cadre de cet engagement, en partageant l'apprentissage associé à l'influence des processus culturels par le biais du discours public, et le développement de règlements adoptés par la communauté. Le document d'apprentissage décrit une approche de travail avec les communautés de l'intérieur, tout en examinant les normes et pratiques sociales qui ont un impact négatif sur les rôles participatifs et de leadership des femmes dans la société. Le programme, en collaboration avec des conseillers locaux, a négocié le consentement des dirigeants de la communauté et a facilité le débat public sur les changements qui auraient un impact positif sur la communauté et qui seraient adoptés sous forme de règlements.

L'étude de cas montre le potentiel de changement inhérent à cette approche communautaire, en décrivant un processus de changement piloté en interne, qui s'appuie sur les dimensions positives de cultures particulières, tout en affirmant la nécessité du changement.

À propos du Fonds d'opportunités pour la consolidation de la paix (POF)

Le Fonds d'opportunités pour la consolidation de la paix au Sud-Soudan (POF) du FCDO (Foreign Commonwealth & Development Office, Royaume Uni) est un mécanisme évolutif, adaptable et adapté au contexte pour poursuivre les objectifs de consolidation de la paix au Sud-Soudan.

Le POF cherche à produire des résultats qui garantissent que les communautés ciblées sont plus harmonieuses et résilientes aux conflits, et que les institutions politiques, socio-économiques et culturelles essentielles pour gérer les conflits et établir les conditions d'une paix durable sont renforcées et plus inclusives.

Introduction

Cette étude de cas présente les enseignements tirés de l'engagement programmatique parmi le peuple Otuho de l'État d'Équatoria oriental en ce qui concerne les processus de changement de génération qui se produisent tous les 22 ans. Ces processus reflètent une transmission pacifique du pouvoir d'une génération à l'autre, au sein de l'institution culturelle des Monyomiji, la structure de la jeunesse investie de la responsabilité de protéger la communauté. Chaque génération cherche à poser une marque de progrès qui la différencie de la précédente et pour laquelle on se souviendra d'elle. Ces marqueurs sont convenus de manière consultative au sein de la société, sur la base d'un discours public auquel participent les dirigeants et les anciens de la communauté, ainsi que les structures des jeunes Monyomiji (qui comprennent des femmes et des hommes).

Cette étude de cas se concentre sur l'apprentissage associé à la possibilité d'influencer les processus culturels, et sur le soutien du discours public qui est au cœur des changements convenus - des changements qui gouvernent la communauté pour la prochaine génération.¹ La conviction de travailler au sein des communautés, de soutenir le discours public communautaire en tant qu'instrument de changement, et l'engagement à travailler pour un changement progressif, étaient au cœur de l'approche.

L'ordre du jour du discours public, ou "conversation culturelle", était axé sur l'impact de la violence exercée sur les femmes par les militaires et les milices gouvernementales (Mathiang Anyoor) pendant la guerre civile, et sur ce que la nouvelle génération Monyomiji peut faire pour promouvoir la paix et la sécurité des femmes. La question a été personnalisée par le personnel de la POF qui a engagé les communautés locales à demander: "*Que pouvons-nous faire pour protéger nos épouses, nos sœurs, nos mères, nos filles de la violence qui affecte nos communautés?*"

Approche et apprentissage

L'approche adoptée était intentionnellement discrète, visant à renforcer la conversation et la réflexion avec les communautés. Les compétences et les capacités des conseillers du POF ont été au cœur du processus, notamment en définissant l'objectif d'une réunion publique, en obtenant l'autorisation des dirigeants de la communauté, en aidant les groupes et les individus de la communauté à se préparer à la discussion et en facilitant la réflexion critique de manière inclusive.

En passant du temps dans quinze villages (à Hiyala, Bira et Mura), identifiés comme progressistes au sein de la communauté Otuho, les conseillers du POF ont exploré ce qui était possible par le biais d'un discours public impliquant ceux qui avaient des rôles de gouvernance culturelle au sein de la société, avec l'autorité de mettre en œuvre les changements convenus des règlements au sein de la communauté.

En raison de la nature facilitatrice de l'engagement communautaire, qui a donné la priorité à la discussion et à la réflexion plutôt qu'à la fourniture de contributions thématiques, le personnel du programme ne revendique pas l'attribution directe des résultats émergents, considérant que son rôle consistait à contribuer à des conversations clés qui ont été reprises par les dirigeants communautaires, qui ont souvent pris conscience de l'importance de ce qui devait être prioritaire. L'approche s'est appuyée sur des conversations existantes, souvent dans des espaces privés importants au sein de la communauté.

L'intervention ne consistait pas à partager des informations ou à dispenser des formations, mais à faciliter et à renforcer les voix dans un espace public, souvent des voix de femmes, pour rechercher une meilleure façon de vivre en tant que communauté de femmes et d'hommes. L'approche visait essentiellement à faire avancer l'agenda en termes de connaissances et de compréhension, et idéalement pour obtenir un changement législatif par l'introduction de règlements au niveau

¹ L'idée que les valeurs et les normes peuvent être convenues par le biais du discours public est centrale à cette approche. L'œuvre séminale de Jürgen Habermas sur l'analyse de la sphère publique dans la vie politique occidentale a été influente dans la formation de cette approche, œuvre que l'auteur a adaptée aux fins de la recherche doctorale sur le processus de paix angolais (Comerford 2010).

communautaire.

Au moment de la rédaction de ce rapport, le processus de changement générationnel est en cours et devrait se terminer fin 2021, ce qui confirme la nature dynamique du changement culturel. Les résultats émergents sont positifs et encourageants, et indiquent un changement culturel important qui est fragile et doit être soutenu. Si la notion de règlement intérieur peut sembler occidentale, elle revêt une signification importante au sein des communautés qui considèrent que les règlements intérieurs font partie de leur système de justice coutumier, qu'ils reflètent les décisions prises au sein de leur communauté et qu'ils peuvent être utilisés pour la résolution de conflits, l'arbitrage, le paiement de compensations, la poursuite de la justice et la réconciliation.

Les enseignements tirés de cette approche ont été mis à profit de plusieurs manières:

- L'approche a été reproduite à Nimule, parmi les onze clans Madi de la région. L'équipe du POF à Nimule a fait état de résultats similaires à ceux de l'engagement d'Otuho, en mettant l'accent sur de nouveaux règlements traitant de la violence liée au sexe (un processus législatif qui a identifié des changements spécifiques suggérés par la communauté, qui ont ensuite été approuvés par le secrétaire municipal de Nimule et approuvés par le parlement de l'État), et en reconnaissant que les femmes éduquées devaient être soutenues dans leur parcours de leadership au sein de la communauté.
- Au sein de POF, les conseillers veillent à ce que les questions de WPS (Women, Peace and Security) soient incluses dans des processus de dialogue communautaire plus larges. Cela réduit le risque de confrontation entre les hommes et les femmes, et recadre les discussions sur le genre dans des conversations continues qui redéfinissent les relations de la communauté.
- En interne et en externe avec les communautés voisines. En conséquence, les questions relatives aux WPS (Women, Peace and Security) deviennent une partie de la conversation plus large, plutôt qu'une intervention isolée.
- Du point de vue de la durabilité, les conseillers eux-mêmes font état d'une meilleure compréhension des questions abordées dans ce document, notamment en ce qui concerne les moyens d'impliquer les institutions et les responsables culturels, dont le rôle en tant que partie de la solution est parfois ignoré dans la programmation.

Littérature - Approches académiques

L'approche décrite dans cette étude de cas s'inspire des meilleures pratiques de la littérature sur les normes sociales et la violence contre les femmes et les filles (VAWG – Violence against women and girls), mais souligne la nécessité d'un engagement public et communautaire avec les gardiens de la culture.

Le VAWG Helpdesk (2020:1) note que:²

... les normes sociales sont à la base de la violence envers les femmes et les filles et sont à l'origine de nombreux obstacles à la progression des droits des femmes et des filles et à la réalisation de l'égalité des sexes. L'intégration des efforts visant à lutter contre les normes sociales liées au genre et à la violence à l'encontre des femmes et des filles peut accroître l'efficacité et la durabilité des résultats du programme". Le document souligne que "... la prise en compte des normes sociales est donc essentielle à la réalisation du changement social. L'intégration d'une composante qui aborde les normes sociales sur l'égalité des sexes et l'utilisation de la violence peut être un catalyseur pour le succès des programmes sur l'éducation des filles, la protection sociale, le développement économique, la santé publique, la démographie, le changement climatique et les conflits et la stabilité" (2020:4).

La programmation du POF a situé l'engagement sur les normes sociales comme un point d'entrée

² Géré par Social Development Direct, voir <https://www.sddirect.org.uk/our-work/vawg-helpdesk/>.

nécessaire et crucial pour un changement significatif et durable. Ne pas le faire aurait constitué une programmation aveugle aux réalités socioculturelles, la promotion d'un plan ou d'un modèle vide de contexte, sans racines sociales. Elle n'aurait pas non plus été considérée comme sensible aux conflits.

Les normes sociales sont comprises comme:

Normes communes au sein d'un groupe social concernant un comportement socialement acceptable ou approprié dans des situations sociales particulières, dont la violation a des conséquences sociales. La force de ces normes varie de simples attentes à des règles non écrites" (Oxford Reference).³

Elles reflètent les compréhensions sociales collectives des rôles engendrés, souvent en contradiction avec les attitudes ou les croyances individuelles.

De nombreux programmes de développement social se concentrent sur la promotion des connaissances et de la compréhension au niveau individuel. Cette approche risque d'aliéner l'individu de sa communauté en l'absence d'approches complémentaires qui traitent des normes sociales et aident la communauté à aller de l'avant à la lumière des nouvelles connaissances et de la compréhension. En identifiant les points d'entrée qui soutiennent la conversation sur les normes sociales au niveau de la communauté, la POF estime qu'un environnement favorable peut progressivement être entretenu et soutenu. La POF a soutenu ces conversations en organisant des réunions communautaires en présence des chefs, des anciens, des femmes, des hommes et des jeunes.

Cette méthodologie s'appuie sur l'expérience de SASA !, une "intervention de mobilisation communautaire développée par Raising Voices en Ouganda, qui vise à prévenir les violences contre les femmes et les filles en s'attaquant aux inégalités entre les sexes et aux normes sociales relatives à l'acceptabilité de la violence" (Kerr-Wilson et al 2020:27). Dirigé par des activistes communautaires formés, SASA ! s'articule autour de quatre phases de changement : démarrage, sensibilisation, soutien et action (l'acronyme **SASA** ! en anglais : **s**tart, **a**wareness, **s**upport and **a**ction). Bien que SASA ! mette l'accent sur l'engagement des parties prenantes de la communauté, son approche ne situe pas les " gardiens de la culture ", les rois/reines, les faiseurs de pluie, les chefs, les anciens, etc. comme les gardiens des traditions et des normes. Pour la POF en Équatoria Oriental, l'engagement programmatique avec ces personnalités est essentiel pour obtenir un changement social et créer un environnement sûr pour le discours public sur les normes sociales et de genre. Dans le cas des Monyomiji, il s'agit d'un élément central pour obtenir un accord sur les changements dans les relations entre les sexes, pour la publication de règlements qui régissent la société à l'avenir. Des exemples spécifiques sont fournis ci-dessous dans la section 4.

Enfin, un regard sur l'engagement des hommes et des garçons, où les interventions

... sont basées sur la prémisse que [les hommes et les garçons] sont les auteurs de la violence et qu'ils doivent donc être au cœur de sa prévention. ... une reconnaissance du fait que les constructions de la masculinité - les normes sociales, les rôles, les attentes et les identités associés à la virilité - jouent un rôle crucial dans le recours des hommes à la violence contre les femmes" (Kerr-Wilson et al 2020:44).

Certaines approches sont exclusives aux hommes et aux garçons, d'autres incluent les femmes, reconnaissant que "les femmes sont les plus touchées" par la violence, une position du type "rien sur nous sans nous" problématise la notion d'interventions contre la VCFF (violence contre les femmes et les filles) qui ne bénéficient pas aux femmes en tant que victimes ou survivantes.

POF encourage une approche d'espace partagé, où les femmes et les hommes discutent ensemble, guidés par un facilitateur créant un environnement sûr pour une discussion ouverte. La facilitation de ce type de discours se situe fermement dans les systèmes culturellement familiers de dire la vérité, comme gestion traditionnelle des conflits, qui permettent de parler sans représailles,

³ <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/oi/authority.20110803100515327>

de dire la vérité pour le bien de la communauté.

En résumé, l'approche adoptée s'appuie sur les meilleures pratiques documentées qui s'alignent sur les processus de communication culturelle pratiqués et familiers aux communautés locales. Elle donne la primauté à ces processus, en cherchant à influencer le contenu des conversations, en s'appuyant sur les conversations qui ont déjà lieu au sein de la communauté, invariablement dans des espaces privés ou semi-publics.

Une note culturelle: Monyomiji

Le Monyomiji fait référence à la jeunesse et au " système de gouvernance ou de leadership traditionnel des jeunes "du peuple Otuho (Bedigen 2019:19). C'est une institution de gestion politique, sociale et économique (Simonse et Kurimoto, 2011:9). Il a une fonction de sécurité dans la mesure où *"le rôle des Monyomiji est avant tout d'agir comme l'armée dans la société. Ils doivent gérer la sécurité des gens, la sécurité du village"* (Saferworld 2020:11).

Cette fonction de sécurité a été particulièrement importante pendant la récente guerre civile, où les jeunes Monyomiji ont été chargés de protéger leur communauté. Les Monyomiji sont appelés à régler les conflits, à prendre des décisions sur les litiges fonciers et à protéger l'intérêt de la communauté (Grawert, 2014:144). À la suite d'un raid sur le bétail ou d'un vol de bétail, ils constituent une forme de premier intervenant, déployé pour rechercher la restitution des biens volés.

La littérature met en évidence une structure patriarcale qui discrimine...

... les femmes et contribue à l'exclusion continuée des femmes de la plupart des positions de pouvoir, de prise de décision et de résolution des conflits.... les femmes peuvent assumer et assument occasionnellement le rôle coutumier de propriétaire, et il y a un petit nombre de femmes impliquées dans les tribunaux locaux, mais elles sont complètement exclues du Monyomiji " (Saferworld (2020:1-2).

Les informateurs clés ne sont pas d'accord avec ce point de vue et affirment que les femmes deviennent membres des Monyomiji par le mariage, qu'elles ont leur propre chef-femme qui représente leurs intérêts et qu'elles ont leurs propres espaces dans le sanctuaire culturel où les Monyomiji se réunissent. La façon dont les femmes sont considérées au sein de la société dépend de l'individu, et il n'existe aucun récit qui définisse la place des femmes dans la société. L'appartenance au Monyomiji est conférée à la suite de rituels d'initiation masculins.

Saferworld fournit un aperçu utile des questions relatives aux normes patriarcales, à l'inégalité entre les sexes, à la violence liée au sexe et à la violence entre partenaires intimes, à la compensation pour les filles, au prix de la mariée et à la punition, qui reflètent toutes le type de questions abordées dans le modèle de discours public de l'engagement communautaire.

Si la vie des hommes et des femmes a généralement la même valeur en termes de montant de l'indemnisation à verser en cas de décès, ces systèmes sont eux aussi caractérisés par l'inégalité entre les sexes. Les normes patriarcales contribuent à la violence sexuelle et sexiste (VSS), y compris le viol. La violence entre partenaires intimes était répandue dans les zones de recherche, et était souvent considérée comme normale ou comme quelque chose de mineur à gérer au sein de la famille. Les mariages précoces et forcés sont courants. La compensation pour les filles, une pratique qui consiste à fournir une fille mineure à la famille d'une personne tuée en guise de restitution (à la place du bétail), est encore pratiquée dans les zones de recherche malgré les campagnes du gouvernement et de la société civile pour y mettre fin.

... si les femmes sont victimes d'abus, il est plus probable qu'elles cherchent à obtenir justice par le biais de mécanismes familiaux ou communautaires coutumiers, qui tendent à renforcer les inégalités entre les sexes dans la façon

dont ils traitent ces cas et dans les résultats qui en découlent. La pratique du

"prix de la mariée", par lequel la famille d'un homme paie à la famille d'une femme pour obtenir une épouse, est associé au manque de pouvoir de décision et d'action des femmes et est considéré comme un facteur de violence sexuelle et sexiste. Il transforme effectivement les femmes en propriété, en biens achetés par les hommes et leurs familles, et renforce les croyances des hommes quant à leur droit à discipliner et punir physiquement leurs femmes."

Les informateurs clés, membres des Monyomiji, ont fourni des commentaires détaillés sur la citation ci-dessus, qui, selon eux, représentait et comprenait mal des aspects clés de leur culture et de leur société.

Les personnes interrogées estiment qu'une grande partie de la littérature est trop négative à l'égard de la culture locale et ne parvient pas à identifier les progrès. Les personnes interrogées ont fait des commentaires sur trois questions clés.

Tout d'abord, la littérature Monyomiji met généralement l'accent sur la violence au sein de la culture, en particulier la violence contre les femmes. Cet accent est frustrant car il ne permet pas de communiquer une quelconque notion de relations amoureuses saines au sein de la société. Les personnes interrogées se sont demandées pourquoi les chercheurs étaient incapables de voir cela dans la société. Il ne s'agit pas de nier que la société a de réels problèmes à résoudre, mais de souligner un recadrage important.

Deuxièmement, le prix de la mariée est plus compliqué que le fait que la famille d'un homme paie à la famille d'une femme pour s'assurer une épouse. Les personnes interrogées ont déclaré que l'idée qu'une femme devienne la propriété d'un homme après le paiement de la dot est incorrecte. En outre, l'échange de la dot s'accompagne d'obligations pour les deux familles, qui deviennent les gardiens du couple, avec la responsabilité d'offrir une orientation et des conseils.

Troisièmement, si la violence du partenaire intime est reconnue comme un problème grave au sein de la société, elle n'est pas acceptée comme "normale", mais est condamnée par la société qui a mis en place des garanties pour protéger la femme. Par exemple, une femme victime de la violence d'un partenaire intime peut demander le divorce. Elle a le droit de présenter son cas devant le tribunal local, mais en général, elle demande d'abord conseil à sa famille, ce qui peut conduire à une rencontre entre les deux familles. Un mari violent peut s'attendre à une visite des chefs Monyomiji de sa communauté, lui demandant d'expliquer son recours à la violence.

Ces commentaires n'ont pas pour but de minimiser la violence que subissent les femmes au Sud-Soudan, mais de suggérer qu'il est nécessaire d'apporter plus de nuances et de perspectives au sein des sociétés locales pour mieux comprendre ce qui est fait pour aborder un problème aussi important. Le *"Plan d'Action National 2015-2020 de la République du Sud-Soudan pour la Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité et des Résolutions Connexes"* constitue une lecture troublante des problèmes auxquels les femmes sont généralement confrontées dans la société sud-soudanaise:

Parce que [les femmes] n'ont pas les mêmes droits politiques, la même autorité, les mêmes ressources ou le même contrôle sur leur environnement et leurs besoins, toutes les catégories de femmes subissent une augmentation de la violence domestique pendant et après le conflit, qui est souvent liée à l'évolution des rôles de genre" (p.12).

Dans tout le pays, la violence sexuelle et sexiste reste à un niveau critique et doit être traitée de toute urgence en raison des lacunes au sein du système judiciaire, tant dans sa réalisation formelle que coutumière. ... les études sur le Sud-Soudan indiquent que la VSS et la violence sexuelle pendant le conflit armé n'ont pas fait l'objet d'une enquête approfondie, bien que les femmes et les filles continuent de subir de multiples formes de violence même après la fin du conflit. Les cas de violence sexuelle et domestique rapportés à la police sont souvent banalisés et

très peu sont portées devant les tribunaux. ... La violence sexuelle et sexiste se manifeste au niveau du foyer, au sein de la famille, de la communauté et entre les communautés et est profondément ancrée dans les croyances culturelles, où la majorité des personnes touchées sont des femmes et des filles. Le viol, par exemple, n'est pas traité comme un crime grave dans certaines communautés et lorsqu'une fille non mariée est violée, on attend d'elle qu'elle épouse l'auteur du viol, même si c'est contre sa volonté. De même, les lois coutumières considèrent que battre sa femme est une pratique normale et acceptable destinée à discipliner une femme errante" (p.23).

Ce qui semble être unique, cependant, au sein de la société Otuho, c'est une structure qui facilite l'examen, la réflexion et le renouvellement des normes qui sous-tendent la société. Les résultats émergents de l'engagement programmatique dans ce processus sont présentés dans la section suivante.

Résultats émergents

De mars à octobre 2020, les membres de la Monyomiji ont engagé quinze communautés pour explorer ce qui pourrait être réalisé par le biais d'un discours public avec les dirigeants et les membres de la communauté.⁴ Il s'agissait de rencontrer les dirigeants communautaires afin d'obtenir leur accord et de fixer une date pour la tenue d'une réunion, puis d'animer la réunion et de poursuivre la conversation avec les dirigeants locaux des Monyomiji pour faire avancer les idées clés.

Les résultats émergents de cet engagement communautaire suggèrent des changements progressifs clés, y compris un changement de norme sociale, et illustrent le potentiel inhérent de l'approche adoptée, entreprise de l'intérieur de la société par des membres immergés dans la culture et les traditions du peuple Otuho lui-même.

Cette section présente et commente les principaux domaines dans lesquels les Monyomiji font avancer le changement en interne. Comme nous le verrons ci-dessous, le discours public au sein des communautés influence la prise de décision sur un large éventail de lois destinées à régir la prochaine génération, dont des lois relatives à la violence liée au sexe et aux relations entre les sexes.

Éducation: l'importance de l'éducation, auparavant considérée comme étrangère et non centrale à l'ambition de la communauté, a été clarifiée et pleinement assumée. Compte tenu de la faiblesse des investissements dans l'éducation, la communauté a réalisé qu'elle devait s'approprier le problème de la diminution des investissements pour assurer l'éducation de la prochaine génération. En conséquence, la communauté a accepté :

- Tous les enfants doivent aller à l'école ;
- Les enseignants (et les médecins) sont exemptés des patrouilles de sécurité communautaires ;
- Les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école doivent fournir une justification au Monyomiji, et payer une amende s'il n'y a pas de raison valable ;
- L'association parents-enseignants a une responsabilité accrue pour assurer le fonctionnement de l'éducation et faire rapport au Monyomiji ;
- Les parents contribuent à hauteur de 100 SSP (South Sudanese Pound) et d'un bol de sorgho, et cultivent le jardin de l'école pour payer l'enseignant et les autres coûts éducatifs ;
- Les filles d'âge scolaire qui se marient doivent être soutenues par leurs maris pour terminer leur éducation.

Les Monyomiji ont parlé d'une prise de conscience croissante du fait que l'État se retirait de la fourniture de services tels que l'éducation, que la sauvegarde de leur avenir et l'éducation de leurs enfants nécessitaient une action décisive, ce qui est l'objet des règlements ci-dessus. Les

⁴ Les membres impliqués étaient des contractuels de la POF, qui ont fondé le syndicat Monyomiji basé à Torit.

règlements garantissent l'éducation des filles, en particulier si elles sont mariées jeunes.

Protection des femmes: l'impact de la guerre civile sur les femmes a été particulièrement aigu, avec des niveaux élevés de violences sexuelles infligées par les militaires et les milices qui ont opéré dans les Équatorias de 2016 à 2018. L'incapacité à protéger les femmes de cette violence est un échec de la communauté et des Monyomiji chargés d'assurer la sécurité. Pour tracer la voie à suivre, les Monyomiji se sont penchés sur les pratiques antérieures, sur la façon dont les femmes étaient traitées avant le récent conflit, où elles étaient considérées comme des non-combattantes, comme distinctes du conflit. Le règlement intérieur stipule:

- Les femmes ne doivent pas être prises pour cible lors de violences intercommunautaires ;
- La violence doit cesser si les femmes sont présentes ou interviennent dans un conflit.

Viol: les personnes interrogées s'accordent à dire que la violence sexiste est un problème majeur, mais que la prévalence du viol est faible au sein de la communauté et considérée comme un tabou culturel. Elles reconnaissent que le viol a été utilisé par les forces armées gouvernementales et les milices comme une forme de punition pendant le conflit, dont la résolution s'est faite en dehors de la communauté. Les règlements adoptés en matière de viol révèlent une ligne plus dure à l'encontre des violeurs, avec un certain recours au système de justice pénale, où la peine pour les violeurs est augmentée pour inclure la prison et une amende. Les règlements stipulent:

- Les violeurs doivent être remis à la police pour être traités par la loi ;
- L'amende imposée est supérieure au paiement de la dot ;
- La fille/femme n'est pas obligée d'épouser son violeur.

Les règlements reconnaissent que les survivantes de viol étaient souvent obligées d'épouser leur violeur dans le passé, et que cela n'est plus acceptable. L'imposition d'une amende supérieure au prix de la dot a pour but d'avoir un effet dissuasif sur le plan économique.

La **dot**: il n'y a pas de réduction de la dot, mais l'accent est mis sur les coûts associés qui ont fait augmenter le coût global du mariage. Les générations précédentes avaient réduit le prix de la dot de vingt-deux à seize têtes de bétail, d'autres coûts associés au mariage faisant grimper le prix de la mariée. Chercher à contrôler ces coûts associés est considéré comme une étape importante pour garantir que le mariage reste abordable.

Violence domestique: Un nouveau règlement interdit l'utilisation de bâtons, de couteaux ou d'autres objets de ce type pour discipliner une épouse au sein du foyer. L'OMS (2009) note que dans certaines sociétés, l'homme a le droit de discipliner physiquement une femme pour un comportement "incorrect". Au sein de la société Otuho, les membres du Monyomiji soulignent que les maris qui battent régulièrement leurs femmes se retrouvent à devoir rendre compte de leur comportement devant la communauté, et que le recours à la violence est considéré comme une faiblesse. Après le mariage, une femme Otuho n'appartient plus à sa famille, mais à son mari. En essayant de répondre à cette conception culturelle du mariage, certains parents ne veulent plus de dot mais sont plus soucieux de voir leur fille bien traitée. Certains insistent sur une petite dot, dont le paiement est échelonné sur une longue période, afin d'éviter de prétendre que la femme est entièrement payée, ce qui peut donner à certains maris le droit d'agir violemment.

Compensation des fillettes: comme le mentionne le rapport de Saferworld ci-dessus, la compensation des fillettes était pratiquée au sein de la communauté, un instrument d'échange entre deux familles pour régler la compensation du sang. L'échange d'une fillette a été aboli, la compensation étant versée en bétail ou en argent. La compensation à verser doit être équivalente à la dot.

Mettre fin aux meurtres par vengeance: les meurtres par vengeance sont commis en réponse à un manque de justice perçu pour le meurtre d'un membre de la famille. Les personnes qui commettent ces meurtres par vengeance peuvent se voir accorder le statut de héros au sein de la communauté, et des chansons sont composées en leur honneur. Les nouveaux règlements n'abordent pas la question de l'accès à la justice dans le cadre des meurtres par vengeance, mais s'attaquent plutôt à la culture de l'éloge de ceux qui commettent un tel acte. Les règlements interdisent la composition de tels chants de louange et découragent les tueurs par vengeance d'être traités comme des héros.

Le **raid sur le bétail**: il s'agit d'une cause essentielle d'instabilité au sein de la communauté. La nouvelle génération a exprimé un fort rejet des raids de la génération actuelle:

- Une malédiction est lancée sur ceux qui partent en raid, leur souhaitant malchance et mort ;
- Interdiction de composer des chants de louange par les femmes pour honorer les raiders qui reviennent avec du bétail dans la communauté ;
- Les raiders sont arrêtés à leur retour ;
- Le raid sera annoncé à la radio pour que la communauté affectée par le raid puisse récupérer les animaux volés.

La condamnation des pratiques culturelles qui provoquent l'insécurité est fortement contestée par la nouvelle génération. Ils condamnent la bénédiction donnée par les propriétaires et les anciens aux pilleurs et à leurs armes avant qu'ils ne partent en razzia. *Le propriétaire vous rase la tête, vous apporte une chèvre, vous prépare pour quatre jours d'isolement, vous fournit de la nourriture, avant que vous ne partiez en razzia. Il vous bénit à votre retour si vous avez tué, si vous revenez blessé, si vous recevez une partie de la razzia...'*

Soutien aux groupes vulnérables: les veuves, les orphelins et les personnes âgées occupent une place particulière dans la communauté et doivent être protégés. Les Monyomiji sont censés apporter leur soutien en allant chercher de l'eau, du bois de chauffage, en aidant à l'agriculture. La nourriture est également fournie. Il s'agit de réaffirmer à la nouvelle génération que la culture attend d'elle qu'elle prenne soin des personnes vulnérables.

Agriculture: traditionnellement, les hommes et les femmes ont des rôles différents dans l'agriculture, mais il est reconnu que la division du travail doit être revue pour assurer la production de nourriture. Il a été convenu:

- Que les hommes jouent un rôle plus important dans le désherbage, notamment en coupant les herbes hautes autour des zones de culture ;
- Que la consommation d'alcool serait interdite jusqu'à la fin de la journée, lorsque le travail est terminé. Les personnes trouvées en état d'ébriété se verront infliger une amende pour ivresse.

Ces règlements reconnaissent l'impact croissant de l'évolution des conditions météorologiques sur la production alimentaire et la nécessité de modifier la division traditionnelle du travail, où les femmes assument la majeure partie des tâches agricoles. Ils reconnaissent également le problème de la consommation d'alcool par les hommes au sein de la communauté et son impact sur la productivité agricole. Les informateurs clés ont également noté l'impact négatif de l'alcool sur les relations familiales et la violence au sein du foyer.

Le processus de changement générationnel est toujours en cours dans de nombreuses communautés Otuho. La mise en œuvre de ces règlements sera examinée chaque année par les Monyomiji dans le cadre d'un dialogue continu avec le système culturel.

Conclusion

Ce document d'apprentissage souligne le potentiel d'une approche qui met l'accent sur la paix et la sécurité des femmes en s'alignant sur les opportunités culturelles de changement et en s'appuyant sur les conversations existantes au sein de la société Otuho. Il ne s'agit pas d'un programme imposé de l'extérieur, mais d'un programme qui fonctionne de manière progressive et qui s'aligne sur les cycles de changement déjà en cours dans la société.

Comme cela a été démontré, la génération actuelle des Monyomiji a adopté une série de règlements, ancrés dans les normes culturelles, qui renforcent la paix et la sécurité des femmes, après une période de violence destructrice.

Les faits mettent en évidence un potentiel de transformation au sein de la société, qui peut être progressivement exploité pour soutenir un programme de changement pris en charge localement, dans lequel les femmes et les hommes participent à un débat public sur les valeurs et les normes

qui régissent leur société. La force de cette approche réside dans le fait qu'elle est prise en charge localement, qu'elle s'aligne sur un processus de changement culturel et qu'elle implique les gardiens de la culture et de la tradition.

Bibliographie

Bedigen, W., 2019. Les jeunes (Monyomiji) et la résolution des conflits dans la guerre civile au Soudan du Sud. *Journal of African Cultural Heritage Studies*, 2(1), pp.18-35. DOI <http://doi.org/10.22599/jachs.47>

Comerford M., 2010, *Angola: Biographie d'un processus de paix 1991-2002*, LAP Lambert Academic Publishing AG & Co. KG, Saarbrücken, Allemagne.

Grawert, E. 2014. Forger deux nations Aperçus sur le Soudan et le Soudan du Sud. OSSREA.

Kerr-Wilson, A.; Gibbs, A.; McAslan Fraser E.; Ramsoomar, L.; Parke, A. Khuwaja, HMA. et Jewkes R., (2020), 'A rigorous global evidence review of interventions to prevent violence against women and girls, What Works to prevent violence among women and girls global Programme', Pretoria, Afrique du Sud.

Simonse, S., Verkoren, W.M. et Junne, G. 2010. La participation des ONG aux pourparlers de paix de Juba : le rôle et les dilemmes d'IKV Pax Christi. Pp 1-2.

Violence Against Women & Girls Helpdesk (2020), Achieving impact on VAWG within sectoral programmes through a social norm change approach.

Organisation Mondiale de la Santé (2009) Violence Prevention the evidence. Changer les normes culturelles et sociales qui favorisent les comportements violents. Genève: OMS